



AR Prefecture

086-218600443-20240227-20240201-AR
Reçu le 27/02/2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

COMMUNE DE CEAUX-EN-LOUDUN

Numéro de dossier 2024/02/01

ARRETE DE VOIRIE PORTANT

**sur l'interdiction du stationnement des gens
du Voyage en dehors des aires d'accueil
aménagées**

Le maire de la commune de CEAUX EN LOUDUN,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles, L2131-1 à L2131-3 et L2211-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R443-1 et suivants ;

Vu le code de la voirie routière notamment l'article L116-1 relatif à l'occupation irrégulière du domaine public ;

Vu le code pénal, notamment ses articles 322-4-1 et 322-15-1 ;

Vu la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000, modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

Vu la loi n°2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et la lutte contre les installations illicites ;

Vu l'arrêté conjoint n°2020/DDCS/PECAD/73 n°2020-A-DGAS-DAS-PLIS-0002 du 31 juillet 2020 portant approbation du schéma départemental d'accueil, d'habitat et d'insertion des gens du voyage pour la période 2019-2025 ;

Vu le courrier du Président de la Communauté de Commune du Pays Loudunais aux maires notifiant son refus du transfert des pouvoirs de police spéciale, dont celui en matière de réglementation du stationnement des gens du voyage

Considérant que la commune de Ceaux En Loudun est membre d'une communauté de communes compétente en matière de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

ARRÊTE

Article 1 :

Le stationnement des résidences mobiles des gens du voyage est interdit sur l'ensemble du territoire de la commune de Ceaux en Loudun.

Article 2 :

Toute occupation irrégulière du domaine public ou privé, pourra, à la demande du maire de la commune, fondée sur les troubles à la salubrité, la sécurité ou la tranquillité publique, faire l'objet d'une procédure administrative de mise en demeure de quitter les lieux des résidences mobiles et pourra également donner lieu à des poursuites judiciaires en application de l'article 322-4-1 du code pénal.

Article 3 :

Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa publication est affiché en mairie ainsi que sur le site internet de la commune.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 5 :

Ampliations du présent arrêté seront transmises à **Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Châtellerault**, Monsieur le préfet de la Vienne, Monsieur le Procureur de la république auprès du Tribunal de Grande Instance de Poitiers, **Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**, **Monsieur le président de la Communauté de Communes Du Pays Loudunais**

Le 27/02/2024

Le Maire,
Régis SAVATON

